

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK
Band: - (1924)
Heft: 170

Artikel: The archives of the Société unie des Suisses
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-692465>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Politique Economique du Royaume-Uni A Travers L'Histoire.

Par HENRI MARTIN.

(Continued.)

Cobden fit une campagne éloquent et acharnée en faveur du libre-échange, et la loi abrogeant les Corn Laws fut votée. La liberté du commerce fut ensuite accordée aux colonies, et les Navigation Laws furent rapportées. En 1856, Gladstone abaissa le droit sur les pommes, le fromage, le cacao, les noix, les oeufs, les oranges, les citrons, le beurre, les raisins secs, etc. — Cent vingt-trois articles furent exemptés de droits et 133 autres réduits. C'est à cette époque qu'eut lieu en Angleterre une étonnante spéculation sur les chemins de fer, et que Gladstone obtint du Parlement le vote du Railway Act de 1844, qui donnait au Board of Trade le contrôle sur les entreprises ferroviaires. Il fallut une loi pour obliger les compagnies à accepter des voyageurs de troisième classe, à mettre un toit aux wagons de troisième, à y installer des banes et à faire circuler ces trains à au moins 12 milles à l'heure! Le Parlement vota en 1847 les "Factory Acts," qui interdisaient aux adolescents entre 13 et 18 ans et aux femmes de travailler plus de 10h par jour (repas non compris) cinq jours par semaine et huit heures le samedi.

En 1859, le principe du libre-échange gagna encore du terrain, non seulement chez les libéraux, mais même chez une partie des conservateurs. Un traité de commerce avec la France, négocié par Cobden, fut signé en janvier 1860. Il y était stipulé, de la part de la France des réductions sur les articles manufacturés, sur le charbon et le coke, le fer et les métaux travaillés, les outils, les machines, les filés et manufactures de chanvre et de lin. Les droits ad valorem étaient transformés en droits spécifiques. L'Angleterre s'engageait à abolir immédiatement tous les droits sur les articles manufacturés français, à réduire les droits sur les vins et le cognac, chaque pays d'engageant d'autre part à traiter l'autre sur la base de la clause de la nation la plus favorisée. Il est intéressant de noter ici que la Suisse avait conclu avec la Grande-Bretagne un traité d'amitié, de commerce et d'établissement réciproque, signé le 6 septembre 1855. Cet acte diplomatique, qui contient également la clause précitée, est encore en vigueur et constitue le fondement des relations entre la Suisse et la Grande-Bretagne.

Pour compenser la diminution du revenu national, Gladstone éleva l'Income tax à dix pence par livre. Quarante-huit articles seulement demeurèrent soumis à un droit, et tous les droits prohibitifs furent pour ainsi dire abolis. En 1851, pour des raisons fiscales, Gladstone réintroduisit les droits sur le thé et le sucre. Les avantages du Free Trade, disait Gladstone, "were an established fact resting on the solid proof of a happy experience." Il réduisit aussi les droits sur les tabacs étrangers, et abolit ceux sur le poivre, le bois et le papier. On peut dire que dès 1865, presque tout ce dont a besoin la classe ouvrière était exempt de douane ou d'accise. Entre 1860 et 1870, le Gouvernement britannique signa une série de traités, fondés sur la clause de la nation la plus favorisée et tous inspirés par un esprit libéral: en 1861 avec la Turquie, en 1862 avec la Belgique, en 1863 avec l'Italie, en 1865 avec l'Autriche. Le traité de Pékin de 1860 avait ouvert Tiensin au commerce britannique. Pendant les vingt années qui suivirent, il ne fut pas fait d'accroissement aux principes du libre-échange, et le Gouvernement anglais améliora les conditions de l'ouvrier, facilita la navigation, le commerce des colonies aux plus grandes desquelles il accorda un droit de "self-government."

Nous serions entraînés trop loin si nous voulions suivre en détail chacune des mesures prises par l'Angleterre en matière de droits de douane, car on sait que le revenu du pays dérive d'une loi de finance renouvelée et modifiée d'année en année, et dont le Chancelier de l'Echiquier au pouvoir obtient le vote du Parlement. Mais en suivant les développements qui précèdent, nos lecteurs constateront les progrès réalisés par le principe du libre-échange au cours du 19ième siècle, et les efforts considérables qu'ont dû faire ses protagonistes pour en assurer le triomphe malgré l'hydre à mille têtes des "vested interests."

Comme, vers 1880, le commerce et l'industrie subirent une de ces éclipses bien connues de ceux qui suivent de près le flux et le reflux de la vie économique des peuples, dépression accentuée encore par un excès de production de tonnage, on sollicita Gladstone de nommer une commission "to enquire into the state of trade," mais il répondit froidement "No, I cannot." Cette commission fut cependant nommée plus tard sous le titre de "Commission on the depression of trade" et elle fit rapport en 1886. Elle exprima le vœu que le service consulaire s'occupe davantage des affaires commerciales et un député demanda que des agents à caractère diplomatique fussent nommés à l'étranger comme attachés commerciaux. Le capital fut réorganisé par la création de compagnies à respon-

sabilité limitée et la législation sur les marques de fabrique fut renforcée par le Merchandise Marks Act de 1887. C'est aussi depuis cette époque que toutes sortes d'initiatives partirent de la classe ouvrière pour améliorer le sort des travailleurs. Nous nous abstiendrons de passer en revue l'histoire des grèves, aujourd'hui si abondantes dans le Royaume, et nous nous bornerons à mentionner le "Workmen's Compensation Act" de 1897 et le "Employers' Liability Act." Chaque année, les syndicats accroissaient leur puissance et leur cohésion, si bien qu'aujourd'hui, ce sont eux qui commandent en fait dans un grand nombre d'industries dont nous citerons, au hasard, les transports, les mines, l'imprimerie, etc. C'est à cette époque que la Grande-Bretagne se rendit compte du développement considérable de la concurrence industrielle et économique de trois pays qui marchaient à pas de géant, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon. Les conditions de la production étant meilleur marché à l'étranger, des verriers anglais se rendirent en Belgique, des fileteurs à Rouen, des cardeurs de laine à Rheims, et des manufactures de jute s'établirent à Dunquerque, des fonderies de fer et d'acier en Belgique et des tissages de draps en Hollande. Le capital britannique prenait souvent le chemin du continent. Le monde entier s'agitait pour capter des marchés étrangers et se créer des débouchés, tous lutant en Extrême-Orient par la politique de la porte ouverte, et pour pénétrer en Afrique. Cette période de fermentation commerciale, coloniale et ouvrière fut le témoin d'une réaction considérable dans la politique économique. Les rivaux du Royaume grandissaient et, dès la première année du vingtième siècle, naissait un mouvement dirigé vers la Tariff Reform. C'est alors que l'on étudia la question des tarifs préférentiels en faveur des échanges commerciaux entre la Métropole et les autres territoires de l'Empire, question déjà examinée en 1887 lors de la première "Colonial Conference" organisée à Londres à l'occasion du Jubilé de la Reine. A Ottawa, Canada, eut lieu en 1894 une "British Empire Trade Conference," pour l'examen des intérêts économiques communs. C'est peu après que Joseph Chamberlain se fit le champion de l'idée d'un "great self-sustaining and self-protecting Empire." On pensa même à l'établissement d'un Zoll-Verein qui aurait inclut tout l'Empire britannique et dont les revenus totaux auraient été répartis. La seconde Conférence Coloniale réunie à Londres en 1897 discuta également des moyens propres à améliorer le commerce des Dominions avec la métropole. Le Canada avait déjà accordé cette préférence par son tarif de 1897. Gêné par les traités qu'elle avait conclus une quarantaine d'années auparavant, l'Angleterre dénonça ceux existant avec un certain nombre de pays, Allemagne, Belgique, France, Espagne, etc. (1898). A la Conférence Coloniale de 1902, les Premiers Ministres des Dominions demandèrent l'égalité de traitement, et il fut reconnu que le système de libre-échange à l'intérieur de l'Empire n'était, bien qu'avantageux, pas encore réalisable.

Le premier acte du chancelier de l'Echiquier du Gouvernement Unioniste de 1900 fut d'imposer un droit de 8/4s. par quintal métrique de sucre, produit qui était importé librement depuis 1874. Il institua également une taxe d'importation sur les charbons. La concurrence des charbons allemands se faisait alors sentir sur le marché français, et le charbon américain avait privé l'Angleterre des marchés des Indes occidentales, et menaçait ceux de l'Amérique du Sud. Les cercles de la sidérurgie s'inquiétaient aussi de la concurrence américaine et allemande, et de l'établissement de firmes anglaises à l'étranger, handicapées dans le pays par le prix de la main-d'oeuvre et des transports ferroviaires. Les mêmes inquiétudes se manifestèrent dans les cercles de transports maritimes, en raison des subsides accordés par l'Etat allemand à sa marine marchande, dont la concurrence nuisait considérablement aux armateurs britanniques. L'opinion du Gouvernement était que les commerçants anglais devaient s'appuyer sur leurs propres efforts, et que seuls pouvaient recevoir des subsides les paquebots utiles au Ministère des Postes et à l'Amirauté.

La première manifestation publique de Joseph Chamberlain, alors Ministre des Colonies, est de 1903, époque à laquelle il demanda une enquête sur le commerce de la Métropole avec les Colonies, dont le marché lui échappait. La difficulté, qui existe encore aujourd'hui, est qu'il n'est guère possible d'accorder des droits préférentiels aux Dominions sans taxer l'importation des produits alimentaires. Chamberlain se faisait, dans chacun de ses discours, le champion de la suppression du libre-échange. En effet, aucun pays n'avait suivi la prédiction de Cobden, et tous surlevaient leur tarif douanier, alors que l'Angleterre avait le flanc ouvert et se trouvait sans défense devant ce flot d'importations. Le Premier Ministre, Mr. Balfour, déclara qu'aucun droit ne devait être imposé qui n'ait pas uniquement un but fiscal; il n'était pas dans son intention d'augmenter les prix intérieurs au bénéfice des producteurs. La Chambre des Communes vota une résolution Les désapprouvant le droit de douane sur le blé, la viande et les produits de laiterie, comme étant une charge sur les pauvres; une réduction de taxe sur le thé, le sucre, le café et le cacao ne saurait être considérée comme une compensation d'un droit sur la viande.

En 1905, le Parlement vota le "Unemployed Workmen's Act" à l'effet de diminuer le chômage. La loi prévoyait l'organisation, dans les villes, de "Distress Committees," aux fins d'aider les ouvriers à émigrer, ou à se rendre sur d'autres places d'embauche. Chamberlain ayant recommandé à fin 1905 un *tarif général*, sans lequel, disait-il, toutes représailles contre les tarifs étrangers étaient impossibles, Mr. Balfour se retira et fut remplacé par Sir Henry Campbell-Bannerman. Les élections de janvier 1906, qui furent précédées d'une campagne où la question du tarif Chamberlain joua le principal rôle, donnèrent au Gouvernement une majorité de 134 voix (Libéraux et Labour Party). Cette élection constituait, aux yeux de la Nation, le rejet de la Tariff Reform préconisée par Joseph Chamberlain.

(To be continued.)

The first part of this article appeared in our issue of September 20th (No. 168).

The Archives of the Société Unie des Suisses (Now Société des Secours Mutuels).

I had long wished to get a look at the historic documents which I knew to be in the keeping of the Société des Secours Mutuels at 74, Charlotte Street, W.1. Through the kindness of Messrs. Colomb and Forrer I was at last able to satisfy my curiosity during some of the rainy days of last August.

The President, with due ceremony, handed me an enormous key which was probably as old as the society itself. The box, containing the untold wealth of information, looked as dismal as any treasure box in fairy tales or in R. L. Stevenson. The lock is an artful contrivance, which might be patented any day. Never mind the dust accumulated in the course of three centuries. It smells distinctly after tobacco, beer and snuff, and what now looks like coal-dust may once have been powder on mighty periwigs. You needn't be a spiritualist to see the ghosts of the ancestors of this colony standing around their common sarcophagus and watching you with an imploring look. Their names in those books are the last proofs of their ever having been alive. You feel they are not used to visitors, and rather consider them as intruders. But once you are admitted to their august assembly they make friends with you for the rest of your life. Mr. Forrer was the last to go among them some twenty years ago, when he wrote his very interesting history of the Société des Secours Mutuels. A few copies only being left, our friend, *The Swiss Observer*, could acquire merit by reprinting it some day.

It is remarkable how carefully all the records have been preserved through all the vicissitudes of the Colony's life. They begin in 1703, when the Société des Suisses combined with the Compagnie des Genevois. In 1711 there was a quarrel, in consequence of which La Véritable Société des Suisses was founded. In 1717 reunion was effected, and the name changed to Société Unie des Suisses et Genevois. Blessed be the memory of so many devoted presidents and faithful secretaries who have rendered a real service to history by so carefully collecting all the papers which in any way touch upon the life and work of the society. There are the cash books, accounting for every penny that passed through the treasurer's hands. The Livres d'Adresses, sometimes in a single line, sometimes in a full page, tell the career, steady or storm-tossed, of some of the old fellows. In the Journaux, Grands Livres, and Minutes we read about interesting debates, hot arguments and real quarrels, of some good and many bad sermons they used to listen to at Leisterfields, or Moor Street Church on the day of the annual meeting, before the company marched in procession down to the Turk's Head Tavern in the Strand for a substantial dinner and a hard drinking-bout. Again and again there return the tales of woe and misery of the poor, stories of illness and sad bereavement. All pervading, however, is the spirit of fine solidarity which still distinguishes the society, of Christian charity and of ardent love for the little country far away, of which the society was like a summary, an image of its association of little republics.

I was especially interested in the two Livres des Bienfaiteurs. They record the gifts received from the more fortunate members of the Colony, those who achieved notoriety in politics, as soldiers, writers, clergymen, artists, or successful business men. As it is my intention to publish in the course of the winter a series of articles on former London Swiss, I shall not go into any details now. But I want to express publicly the sincere gratitude I feel towards the S.S.M., who have now ceded the whole collection of documents to the care of the Swiss Legation. They are indeed a fine donation, and it was a noble act of the S.S.M. to place them under the protection of the country's authorized representative. They are of equal interest to all of us, because up to the middle of the 19th century and even much later the Société Unie represented more or less the Colony. The books may now be consulted by all who take an interest in the history of the Colony.

A. LATZ.

Zurich, 24th September, 1924.

* A German version of the above has appeared in the special number dealing with the Wembley Exhibition and issued by "Der Bund" (Bern), to whose courtesy we are mainly indebted for being able to publish this interesting article in the French original.—Ed. 'S.O.'